



Au service du
GOUVERNEMENT,
au service des
CANADIENS.

ÉTATS FINANCIERS MINISTÉRIELS CONSOLIDÉS

(non audités)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

2017-2018



Services publics et Approvisionnement Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2018 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers consolidés. Certains renseignements présentés dans les états financiers consolidés sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de SPAC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport sur les résultats ministériels de SPAC concordent avec ces états financiers consolidés.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de SPAC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2018 a été réalisée conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés dans l'annexe A.

Services publics et Approvisionnement Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

L'annexe fournit également des renseignements sur l'état de l'évaluation fondée sur le risque des contrôles sur les services communs fournis par le Ministère et qui ont une incidence sur les états financiers ministériels du bénéficiaire.

L'efficacité et le caractère du système de contrôle interne de SPAC sont examinés dans le cadre du travail effectué par le personnel de l'audit interne, qui procède à des audits périodiques des différents secteurs opérationnels de SPAC, et par le comité ministériel de vérification, qui surveille les responsabilités de la direction de maintenir des systèmes de contrôle adéquats et la qualité des rapports financiers, et qui recommande les états financiers à la sous-ministre de SPAC.

Les états financiers consolidés de SPAC n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Original signé par

Marie Lemay, ing., P.Eng.

Sous-ministre

Original signé par

Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Dirigeant principal des finances

Gatineau, Canada

6 septembre 2018

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé de la situation financière (*non audité*)

Au 31 mars

	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (<i>note 4</i>)	1 121 449	977 778
Passifs environnementaux (<i>note 5</i>)	218 432	217 810
Indemnités de vacances et congés compensatoires	53 466	50 301
Autres passifs (<i>note 6</i>)	45 873	45 268
Biens saisis - Compte de fonds de roulement	8 578	4 925
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (<i>note 7</i>)	2 157 034	2 251 222
Obligation en vertu du partenariat public-privé (<i>note 8</i>)	133 931	135 989
Avantages incitatifs relatifs à des baux	47 095	37 629
Avantages sociaux futurs (<i>note 9</i>)	57 228	52 739
Total des passifs nets	3 843 086	3 773 661
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	794 886	649 260
Débiteurs et avances (<i>note 11</i>)	483 800	468 686
	1 278 686	1 117 946
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs (<i>note 11</i>)	(13 878)	(26 550)
	(13 878)	(26 550)
Total des actifs financiers nets	1 264 808	1 091 396
Dette nette ministérielle	2 578 278	2 682 265
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	3 110	5 146
Immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	6 978 122	6 670 811
Total des actifs non financiers	6 981 232	6 675 957
Situation financière nette ministérielle (<i>note 13</i>)	4 402 954	3 993 692

Passifs éventuels (*note 10*)

Obligations contractuelles et droits contractuels (*note 14*)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Original signé par

Marie Lemay, ing., P.Eng.

Sous-ministre

Original signé par

Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Dirigeant principal des finances

Gatineau, Canada

6 septembre 2018

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non auditées)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018 <i>Résultats prévus</i>	2018	2017
CHARGES			
Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	5 303 891	4 628 452	4 314 144
Approvisionnements	359 861	411 186	351 911
Administration de la paye et des pensions fédérales	210 568	396 914	299 292
Services internes	257 906	325 169	269 451
Programmes et services spécialisés	161 661	182 169	177 921
Gestion linguistique et services connexes	180 630	179 722	174 354
Receveur général du Canada	151 201	126 537	123 708
Programmes et services d'intégrité	37 383	41 491	31 504
Ombudsman de l'approvisionnement	4 324	4 067	3 414
Total des charges	6 667 425	6 295 707	5 745 699
REVENUS			
Ventes de biens et de produits d'information	1 341 504	1 559 548	1 489 928
Locations	921 202	811 044	855 318
Services de nature non réglementaire	507 894	497 756	484 207
Services de nature réglementaire	152 979	147 018	157 560
Autres revenus	318 721	95 935	232 565
Revenus - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	25 176	21 385	26 274
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(103 983)	(104 878)	(216 077)
Total des revenus	3 163 493	3 027 808	3 029 775
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 503 932	3 267 899	2 715 924
FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT ET TRANSFERTS			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		3 456 858	2 995 403
Variations des montants à recevoir du Trésor		145 626	106 537
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 15)		80 233	73 520
Transfert d'immobilisations corporelles (à) des autres ministères (note 15)		(5 507)	(42 577)
Transfert des trop-payés en salaire à d'autres ministères		(23)	(29)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages		(26)	(7)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		(409 262)	(416 923)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice		3 993 692	3 576 769
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice (note 13)		4 402 954	3 993 692

Information sectorielle (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(409 262)	(416 923)
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	662 523	617 098
Acquisition d'immobilisations corporelles louées (<i>note 12</i>)	54 287	21 488
Amortissement des immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	(430 542)	(424 643)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	(19 379)	(73 465)
Reclassification des actifs en construction	40 422	71 490
Variation due aux immobilisations corporelles	307 311	211 968
Variation due aux immobilisations non-corporelles		
Variation due aux charges payées d'avance	(2 036)	6
Variation due aux immobilisations non-corporelles	(2 036)	6
Diminution nette de la dette nette ministérielle	(103 987)	(204 949)
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	2 682 265	2 887 214
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	2 578 278	2 682 265

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

État consolidé des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 267 899	2 715 924
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	(430 542)	(424 643)
Ajustements des immobilisations corporelles / Perte nette sur l'aliénation	(19 379)	(73 465)
Reclassification des actifs en construction	40 422	71 490
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (<i>note 15</i>)	(80 233)	(73 520)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	26	7
Variations de l'état consolidé de la situation financière :		
(Augmentation) des créditeurs et charges à payer	(143 671)	(119 951)
(Augmentation) diminution du passif environnemental	(622)	40 781
(Augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(3 165)	(2 108)
(Augmentation) diminution des autres passifs	(605)	15 569
(Augmentation) des Biens saisis - Compte de fonds de roulement	(3 653)	(2 176)
(Augmentation) des avantages incitatifs relatifs à des baux	(9 466)	(555)
(Augmentation) diminution des avantages sociaux futurs	(4 489)	16 408
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	27 786	(8 877)
(Diminution) augmentation des charges payées d'avance	(2 036)	6
Transfert d'immobilisations corporelles à (des) autres ministères (<i>note 15</i>)	5 507	42 577
Transfert de trop-payés de salaire à d'autres ministères	23	29
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	2 643 802	2 197 496
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)	662 523	617 098
Acquisition d'actifs en construction au titre d'immobilisations corporelles louées (<i>note 12</i>)	353	591
Gain sur la variation de l'obligation incluant les ajustements	81	1 179
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	662 957	618 868
Activités de financement		
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	148 041	177 176
Paiements sur les obligations en vertu du partenariat public-privé	2 058	1 863
Encaisse utilisée pour les activités de financement	150 099	179 039
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	3 456 858	2 995 403

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. POUVOIRS ET OBJECTIFS

Le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a été constitué le 20 juin 1996, en vertu de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux*. Cette législation spécifie que TPSGC doit fournir des services communs, centraux et partagés aux autres ministères et organismes, permettant à ceux-ci d'assurer la prestation de leurs services et de leurs programmes à la population canadienne. Depuis le 4 novembre 2015, TPSGC opère sous le nom de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Les services de SPAC sont déployés par l'entremise des programmes suivants :

- Services de gestion des locaux et des biens immobiliers : ce programme fournit aux ministères et aux organismes fédéraux des locaux à bureaux abordables et des installations à utilisation commune qui appuient l'exécution de leurs programmes et la prestation de leurs services. Le Ministère assure l'intendance de divers travaux publics, comme des immeubles, des ponts et des barrages, et de divers trésors nationaux comme la Cité parlementaire et d'autres biens patrimoniaux dans l'ensemble du Canada. SPAC fournit également aux autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'au Parlement du Canada, des services immobiliers souples et économiques;
- Le programme d'Approvisionnement fournit aux organisations fédérales des solutions d'approvisionnement, comme des contrats spécialisés, des offres à commandes, des arrangements en matière d'approvisionnement et des protocoles d'entente visant l'acquisition d'une vaste gamme de biens et de services, notamment des services de construction. Il fournit des services d'approvisionnement et des services communs connexes selon les principes de l'approvisionnement éclairé (mobilisation en début de processus, gouvernance efficace, conseils indépendants et avantages pour la population canadienne) dans le cadre d'un processus ouvert, équitable et transparent en vue d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour la population canadienne et le gouvernement fédéral;
- Administration de la paye et des pensions fédérales : Ce programme fournit aux organisations fédérales des systèmes et des processus centraux fiables pour l'administration de la paye et des pensions. Les services d'administration de la paye et des pensions de SPAC permettent au Ministère de s'assurer que les employés et les pensionnés du gouvernement du Canada reçoivent en temps opportun les montants qui leur sont dus;
- Les Services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral définit comme des services à l'appui aux programmes ou nécessaires pour respecter les obligations ministérielles d'une organisation;
- Programmes et services spécialisés : ce programme assure la prestation en temps opportun de programmes et de services spécialisés de grande qualité et accessibles aux organisations fédérales;
- Gestion linguistique et services connexes : ce programme définit le Bureau de la traduction de SPAC comme étant un intervenant clé dans l'infrastructure de prestation de services du gouvernement fédéral. Le Bureau de la traduction, seul fournisseur interne de services linguistiques au gouvernement, offre des services de traduction, de révision, d'interprétation et d'autres services linguistiques au Parlement, aux tribunaux et aux autres ministères et organismes fédéraux. Il est aussi l'autorité du gouvernement fédéral en matière de terminologie et a reçu le mandat d'élaborer des normes terminologiques pour garantir des communications claires, uniformes et de qualité au sein du gouvernement. Le programme Gestion linguistique et services connexes découle de la *Loi sur le Bureau de la traduction*;
- Receveur général du Canada : ce programme gère les opérations du Trésor fédéral, produit les Comptes publics et tient à jour les comptes du Canada. Il fournit aux ministères fédéraux, de manière facultative, un système de gestion des finances et du matériel et un service de paiement de factures;

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

- Programmes et services d'intégrité : ce programme assure la prestation en temps opportun de programmes et de services spécialisés de grande qualité et accessibles au gouvernement du Canada pour favoriser une gestion et des opérations saine, prudente et éthique; et
- Ombudsman de l'approvisionnement : ce programme, exercé sans lien de dépendance avec le gouvernement, examine les pratiques d'approvisionnement des ministères et organismes fédéraux, enquête sur les plaintes des fournisseurs relatives à l'attribution ou à l'administration des contrats fédéraux, et veille à la prestation d'un processus de règlement extrajudiciaire des différends pour des contrats existants. Ce programme permet de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement fédéral.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux conventions comptables de SPAC énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

A. AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES

SPAC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à SPAC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État consolidé de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections «Charges» et «Revenus» de l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2017-2018. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section «Financement du gouvernement et transferts» de l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État consolidé de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2017-2018.

B. CONSOLIDATION

Ces états financiers consolidés incluent les comptes des quatre fonds renouvelables, énumérés ci-dessous, l'un d'eux étant inactif. Les trois fonds renouvelables actifs préparent annuellement un ensemble complet d'états financiers qui sont audités et publiés dans les Comptes publics du Canada. Les comptes de ces fonds renouvelables ont été consolidés avec ceux de SPAC, et toutes les opérations et tous les soldes intraministériels ont été éliminés.

Les fonds renouvelables de SPAC sont :

- Fonds renouvelable des Services immobiliers
- Fonds renouvelable du Bureau de la traduction
- Fonds renouvelable des Services optionnels
- Fonds renouvelable de la production de défense (inactif)

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

C. ENCAISSE NETTE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT

SPAC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le Receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par SPAC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par SPAC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement, à l'exception des montants détenus pour le compte du gouvernement, est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

D. MONTANT À RECEVOIR DU TRÉSOR

Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire en fin d'année entre le moment où une opération affecte les autorisations de SPAC et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que SPAC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

E. REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les services de nature réglementaire sont principalement composés de recouvrement de coûts pour des services administratifs en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP) et des services rendus aux autres ministères par le Receveur général pour l'émission de paiements. Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
- Les services de nature non réglementaire sont principalement composés de services spéciaux de logement et de services immobiliers, de gestion immobilière, de services de traduction ainsi que de services de transport des marchandises et du matériel et d'approvisionnement des voyages. Ces revenus sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les revenus gagnés pour le compte du gouvernement du Canada ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau et ne peuvent pas servir à acquitter les passifs de SPAC. Bien que l'on s'attende à ce que la sous-ministre de SPAC maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à être dépensés à nouveau. Par conséquent, ces revenus sont présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

F. CHARGES

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les charges de fonctionnement de SPAC sont comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services rendus. Ceci inclut les services fournis gratuitement tels que les cotisations aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés de travail, qui sont comptabilisés à titre de charges à leur coût estimatif. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires ainsi que les indemnités de départ sont passées à la charge au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

- SPAC administre le Programme de paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) pour l'ensemble des ministères fédéraux en vertu de *la Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, ces montants sont inscrits à titre de Subventions dans le Budget principal des dépenses. Le gouvernement du Canada paie volontairement sa juste part des dépenses d'administration locale desquelles il est exempté en versant les sommes nécessaires aux municipalités et aux autres autorités fiscales qui prélèvent des impôts fonciers aux endroits où se trouvent des terrains et immeubles fédéraux. Les versements effectués par SPAC au nom des ministères fédéraux participants sont recouverts auprès de ces derniers et sont comptabilisés à titre de paiements de transfert dans les Comptes publics du Canada.
- Les charges incluent des provisions au titre des changements dans la valeur des actifs. Cela comprend les provisions pour créances douteuses, les placements et avances ainsi que les passifs, y compris les passifs éventuels et les passifs environnementaux, dans la mesure où l'événement futur est susceptible de se produire et où une estimation raisonnable des répercussions peut être établie.

G. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

i) **Prestations de retraite** : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de SPAC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de SPAC découlant du régime. La responsabilité de SPAC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

ii) **Indemnités de départ** : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont pas retiré leur indemnité est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

H. DÉBITEURS ET AVANCES

Les débiteurs et les avances sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

I. AVANTAGES INCITATIFS RELATIFS À DES BAUX

Les avantages incitatifs relatifs à des baux représentent des incitatifs reçus par SPAC afin de conclure un bail. Les avantages incitatifs peuvent comprendre : des périodes d'occupation gratuites, des montants en espèces à appliquer au paiement des loyers, des sommes forfaitaires, des améliorations locatives et des frais de déménagement déboursés par le bailleur. Les avantages incitatifs sont comptabilisés comme suit :

- Les périodes d'occupation gratuites ou les fortes réductions de loyer sont réparties de façon linéaire sur la durée du bail;
- Les paiements en espèces reçus du bailleur au locataire sont comptabilisés, par le locataire, à titre de réduction des loyers sur la durée du bail;
- Les améliorations locatives sont amorties sur la durée restante du bail ou de la vie utile de l'amélioration, soit la moindre des deux.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

J. PASSIFS ÉVENTUELS

Le passif éventuel est une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, on comptabilise un passif estimatif et une charge est comptabilisée. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

K. ACTIFS ÉVENTUELS

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

L. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX

Un passif environnemental pour l'assainissement des sites contaminés est comptabilisé lorsque tous les critères suivants sont satisfaits : il existe une norme environnementale, la contamination excède la norme environnementale, le gouvernement est directement responsable ou accepte la responsabilité, on prévoit renoncer aux avantages économiques futurs et il est possible de faire une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant nécessaire pour assainir les sites afin que ces derniers respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination. Lorsque les flux de trésorerie futurs nécessaires pour régler ou annuler le passif doivent s'étendre sur de longues périodes futures et sont estimables et prévisibles, il faut utiliser la technique de la valeur actualisée. Le taux d'actualisation utilisé reflète le coût d'emprunt du gouvernement et est associé au nombre estimatif d'années nécessaires pour achever l'assainissement.

Le passif comptabilisé est rajusté chaque année, au besoin, en fonction des rajustements de la valeur actuelle, de l'inflation, des nouvelles obligations, des variations des estimations de la direction et des coûts réels engagés.

S'il est impossible de déterminer la probabilité de la responsabilité du gouvernement, un passif éventuel est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés

M. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, selon les seuils de capitalisation suivants :

- Les améliorations et les améliorations locatives apportées aux immeubles, aux travaux et aux infrastructures dont le coût initial est de 25 000 \$ ou plus;
- Toutes autres immobilisations corporelles ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus.

Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les œuvres d'art, les livres rares et les terres publiques auxquels il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition et qu'une estimation raisonnable des avantages futurs associés à ces biens ne peut être faite. Les œuvres d'art sont principalement composées de monuments, sculptures, statues, meubles, peintures, ruines et objets archéologiques.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Bâtiments	20 à 60 ans
Travaux et infrastructure	20 à 40 ans
Machines et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique et logiciels	1 à 10 ans
Véhicules	3 à 25 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration
Immobilisations corporelles louées	Selon la catégorie d'immobilisation si la propriété sera vraisemblablement cédée à SPAC; autrement, sur la durée du bail

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

N. BIENS SAISIS - COMPTE DE FONDS DE ROULEMENT

Le compte de fonds de roulement des biens saisis a été établi conformément à l'article 12 de la *Loi sur l'administration des biens saisis*. Les charges encourues et les avances effectuées pour maintenir et administrer les biens saisis ou bloqués, ainsi que les autres biens sujets à une ordonnance de prise en charge ou confisqués au profit de Sa Majesté, sont imputés à ce compte. Le compte du fonds de roulement des biens saisis est crédité lorsque les charges et les avances à des tiers sont remboursées ou recouvrées et lorsque les revenus provenant de ces biens ou les produits provenant de leur aliénation sont perçus et crédités de sommes saisies par confiscation.

Le montant total pouvant être en circulation ne peut dépasser 50 millions de dollars en aucun temps.

Tout déficit résultant de la différence entre le produit de l'aliénation de tout bien confisqué au profit de Sa Majesté et les montants qui avaient été imputés au compte et qui demeurent en circulation, est imputé au compte du produit de l'aliénation des biens saisis et crédité au compte du fonds de roulement des biens saisis.

O. INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

La préparation de ces états financiers consolidés exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des charges dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique de la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, les passifs éventuels, les passifs environnementaux, les débiteurs détenus pour le compte du gouvernement, les passifs à titre d'indemnités de vacances et de congés compensatoires, les passifs au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Les passifs environnementaux sont sujets à une incertitude relative à la mesure, tel que mentionné à la note 5, en raison de l'évolution constante des technologies utilisées dans les activités d'assainissement des sites contaminés, de l'utilisation d'une valeur actualisée des coûts estimés futurs et du fait que tous les sites n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète de l'étendue et de la nature des coûts d'assainissement. Des modifications apportées aux hypothèses sous-jacentes, à l'échéancier des dépenses et aux technologies utilisées, de même qu'aux normes environnementales ou à la réglementation, pourraient entraîner des changements considérables aux passifs environnementaux comptabilisés.

P. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i) Les services à recouvrement de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii) Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels consolidés à la valeur comptable.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES

SPAC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État consolidé de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de SPAC pour l'exercice diffèrent s'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

A. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE FONCTIONNEMENT NET ET DES AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DE L'EXERCICE EN COURS UTILISÉES.

(en milliers de dollars)	2018	2017
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 267 899	2 715 924
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	(430 542)	(424 643)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	(10 070)	(15 892)
Reclassification des actifs en construction, y compris la capitalisation des exercices précédents	40 422	71 490
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 15)	(80 233)	(73 520)
Recouvrements / Ajustements des charges des exercices antérieurs	51 956	38 815
Remboursement des dépenses de programmes	(1 253)	10 422
Revenus non disponibles pour dépenser au cours de l'exercice	437	(6 901)
Revenus nets du compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	(7 417)	(2 985)
(Augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(3 165)	(2 205)
(Augmentation) diminution des avantages sociaux futurs	(3 985)	16 786
(Augmentation) diminution du passif environnemental	(622)	40 781
Diminution de la provision pour les passifs éventuels	100	2 259
Diminution (augmentation) des charges à payer qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	19 404	(11 366)
Paiement non encore récupéré pour les paiements versés en remplacement d'impôts	6 790	31 455
Autres	505	(376)
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(417 673)	(325 880)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 12)	662 523	617 098
Acquisition d'actifs en construction à titre d'immobilisations corporelles louées (note 12)	353	591
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	148 041	177 176
Paiements sur l'obligation en vertu du partenariat public-privé	2 058	1 863
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	26	7
Variation nette des charges payées d'avance et des avances	(1 260)	2 316
Variation des avantages incitatifs relatifs à des baux	(8 638)	394
Débiteurs reliés aux trop-payés de salaire	7 579	15 938
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	810 682	815 383
Autorisations budgétaires de l'exercice en cours utilisées	3 660 908	3 205 427

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES (suite)

B. AUTORISATIONS FOURNIES ET UTILISÉES

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	2 382 568	2 005 221
Crédit 5 - Dépenses en capital	1 552 613	1 399 494
Montants législatifs :		
Fonds renouvelables	413 091	365 824
Autres	120 701	134 973
Autorisations fournies	4 468 973	3 905 512
Moins:		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(401 413)	(413 413)
Autorisations périmées	(406 652)	(286 672)
Autorisations budgétaires de l'exercice en cours utilisées	3 660 908	3 205 427
Loi sur l'administration des biens saisis	(3 652)	(2 177)
Caisses d'avance fixe	1 029	34
Autorisations non budgétaires de l'exercice en cours utilisées	(2 623)	(2 143)

4. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Le tableau ci-dessous présente les détails des créditeurs et des charges à payer de SPAC :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Créditeurs - autres ministères et organismes	88 698	46 718
Créditeurs - parties externes	480 368	428 312
Total des créditeurs	569 066	475 030
Salaires et traitements courus	93 885	87 311
Charges à payer	355 982	327 606
Retenues de garantie d'entrepreneurs	102 516	87 831
Total des créditeurs et des charges à payer	1 121 449	977 778

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX

ASSAINISSEMENT DES SITES CONTAMINÉS

« L'Approche fédérale en matière de lieux contaminés » du gouvernement établit un cadre de gestion des sites contaminés en utilisant une approche fondée sur les risques. Selon cette démarche, le gouvernement a dressé l'inventaire des sites contaminés identifiés qui sont situés sur les terres fédérales qui ont été répertoriés, ce qui permet de les classer, de les gérer et de les enregistrer de manière cohérente. Cette démarche systématique aide à repérer les sites à haut risque afin d'affecter les ressources limitées aux sites qui présentent le risque le plus élevé pour la santé humaine et l'environnement.

Le Ministère a relevé un total de 150 sites (150 sites en 2017) qui pourraient être contaminés et devoir faire l'objet d'une évaluation, d'un assainissement et d'un suivi. Parmi ces derniers, SPAC en a évalué 79 sites (77 sites en 2017) pour lesquels des mesures sont possibles et pour lesquels un passif de 215 205 milliers de dollars (215 279 milliers de dollars en 2017) a été comptabilisé. Cette estimation du passif a été déterminée après la réalisation de l'évaluation des sites et se fonde sur un examen des résultats de l'évaluation des sites par des experts en environnement et sur les solutions possibles d'assainissement proposées.

De plus, un modèle statistique se fondant sur une projection du nombre de sites qui passeront à l'étape des travaux d'assainissement et sur lequel on applique les coûts courants et historiques est utilisé pour estimer le passif d'un groupe des sites non évalués. En conséquence, il existe 22 sites non évalués (10 sites en 2017) pour lesquels un passif estimé de 3 227 milliers de dollars (2 531 milliers de dollars en 2017) a été enregistré basé sur ce modèle.

La combinaison de ces deux estimations, totalisant 218 432 milliers de dollars (217 810 milliers de dollars en 2017), constitue la meilleure estimation de la direction concernant le coût nécessaire pour assainir les sites afin qu'ils respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination, en fonction de l'information connue à la date de préparation des états financiers.

Aucun passif n'a été comptabilisé pour les 49 sites restants (63 sites en 2017). Certains de ces sites sont à différents stades d'essais et d'évaluations et si l'assainissement est nécessaire, un passif sera comptabilisé dès qu'une estimation raisonnable pourra être déterminée.

Pour d'autres sites, SPAC ne prévoit pas renoncer à des avantages économiques futurs (il y a absence probable de toute incidence environnementale ou menace pour la santé humaine significative). Ces sites seront réexaminés et un passif pour assainissement sera comptabilisé si l'on prévoit renoncer à des avantages économiques futurs.

Le tableau suivant présente les montants totaux estimatifs de ce passif par nature et par source, les recouvrements connexes attendus et les dépenses futures totales non actualisées en date du 31 mars 2018 et du 31 mars 2017. Lorsque l'estimation du passif repose sur des besoins de trésorerie futurs, le montant est rajusté pour tenir compte de l'inflation à partir d'une prévision de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 1,9% (2% en 2017). L'inflation est prise en compte dans le montant non actualisé.

Le coût d'emprunt du gouvernement du Canada par rapport à la courbe des taux zéro coupon réel des obligations du gouvernement du Canada a été utilisé pour actualiser les dépenses futures estimatives. Les taux de mars 2018 vont de 1,61% pour un an à 2,34% pour un terme de 30 ans ou plus.

De plus, au cours de l'exercice, 6 sites (12 sites en 2017) ont été fermés, car ils ont été assainis ou évalués pour confirmer qu'ils ne répondent plus à tous les critères requis pour enregistrer un passif pour les sites contaminés.

Les efforts suivis de SPAC concernant l'évaluation des sites contaminés, les obligations au titre de la mise hors services des biens et les sites touchés par les munitions explosives non explosées (UXO) peuvent entraîner des éléments de passif environnemental supplémentaires.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX (suite)

(en milliers de dollars)

Nature et Source	La nature et la source du passif							
	2018				2017			
	Nombre de sites	Nombre de sites avec un passif	Passif estimé actualisé	Dépenses totales estimées non actualisées	Nombre de sites	Nombre de sites avec un passif	Passif estimé actualisé	Dépenses totales estimées non actualisées
Anciens sites d'exploration de minerais ⁽¹⁾	40	26	105 085	168 570	40	22	83 912	137 348
Sites militaires et anciens sites militaires ⁽²⁾	14	12	3 723	3 788	15	14	7 587	6 538
Pratiques relatives aux combustibles ⁽³⁾	8	5	9 636	10 063	9	5	6 989	7 091
Sites d'enfouissement des déchets ⁽⁴⁾	4	4	26 037	28 195	4	3	24 765	25 890
Actif de génie / Transport aérien et terrestre ⁽⁵⁾	47	36	59 104	59 964	40	29	92 151	93 164
Installations maritimes / Sites aquatiques ⁽⁶⁾	2	-	-	-	5	-	-	-
Parcs et aires protégées ⁽⁷⁾	1	3	1 287	78	1	2	752	77
Bureaux / sites commerciaux ou industriels ⁽⁸⁾	29	14	1 884	1 406	31	12	1 654	1 430
Autres ⁽⁹⁾	5	1	11 676	13 336	5	-	-	-
Total	150	101	218 432	285 400	150	87	217 810	271 538

1. Contamination associée à d'anciennes activités minières, p. ex. métaux lourds, hydrocarbures pétroliers, etc. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

2. Contamination associée aux opérations sur des sites militaires et anciens sites militaires où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, des sites d'élimination de déchets et l'utilisation de peinture contenant des métaux/BPC sur les bâtiments ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p.ex. hydrocarbures pétroliers, BPC, métaux lourds. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

3. Contamination principalement associée au transport et stockage de carburant, p. ex. déversements accidentels liés à des réservoirs de stockage de carburant ou à d'anciennes pratiques de manipulation du carburant, p. ex. hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques et benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes (BTEX).

4. Contamination associée à d'anciens sites d'enfouissements de déchets ou à des écoulements de matériaux déposés dans un site d'enfouissement de déchets, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX et autres contaminants organiques, etc.

5. Contamination associée à l'exploitation d'actifs de génie tels qu'aéroports, chemins de fer et routes où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination de déchets, les installations de formations en lutte contre les incendies et les aires de stockage de produits chimiques ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX et autres contaminants organiques. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

6. Contamination associée à l'exploitation d'actifs maritimes, p. ex. installations portuaires, ports, systèmes de navigation, phares, stations hydrométriques, où des activités telles que le transport, le stockage de carburant et l'utilisation de peinture contenant des métaux (p. ex. sur les phares) ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques et autres contaminants organiques. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

7. Contamination associée à l'exploitation et l'entretien des parcs et des régions protégées où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination des déchets et l'utilisation de peinture contenant des métaux ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BPC et autres contaminants organiques. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

8. Contamination associée à l'exploitation d'installations de bureaux / sites commerciaux / industriels, où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination des déchets, l'utilisation de peinture contenant des métaux ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX, etc. Les sites comportent souvent des sources de contamination multiples.

9. Contamination par d'autres sources, p. ex. utilisation de pesticides, d'herbicides, d'engrais sur des sites agricoles; utilisation de BPC, les installations de formation en lutte contre les incendies, les champs de tir et les installations de formation, etc.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

6. AUTRES PASSIFS

BIENS SAISIS – ESPÈCES

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur l'administration des biens saisis afin d'inscrire les fonds en espèces saisis. Ces fonds seront déposés au Trésor et crédités au compte jusqu'à ce que ces fonds soient retournés au propriétaire ou confisqués.

DÉPÔTS DE GARANTIE D'ENTREPRENEURS - ESPÈCES

Ce compte a été établi afin d'inscrire les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux conformément au *Règlement sur les marchés de l'État*.

DÉPÔTS

Ce compte a été établi afin de présenter les transactions associées aux dépôts sur aliénations de SPAC, aux dépôts de sécurité et aux recettes des loyers pour de l'espace appartenant à SPAC.

Le tableau ci-dessous présente les détails des autres passifs :

(en milliers de dollars)	1 ^{er} avril 2017	Rentrées et crédits	Paiements et charges	31 mars 2018
Biens saisis - espèces	40 849	27 617	(28 650)	39 816
Dépôts de garantie d'entrepreneurs - espèces	4 203	5 489	(3 875)	5 817
Dépôts	216	25	(1)	240
Total	45 268	33 131	(32 526)	45 873

7. OBLIGATIONS AU TITRE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES LOUÉES

SPAC a conclu des contrats de location-acquisition des immobilisations corporelles dont la valeur totalise 2 534 272 milliers de dollars et dont l'amortissement cumulé s'élève à 1 078 575 milliers de dollars au 31 mars 2018 (2 613 089 milliers de dollars et 1 096 481 milliers de dollars respectivement au 31 mars 2017). L'obligation liée aux exercices à venir s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	Total des versements minimaux futurs en vertu des contrats de location	Intérêts théoriques (taux moyen pondéré 5,7%; 5,5% en 2017)	2018	2017
Terrains	2 880	281	2 599	3 672
Bâtiments	3 240 400	1 085 965	2 154 435	2 247 550
Total	3 243 280	1 086 246	2 157 034	2 251 222

Le tableau suivant présente le détail des versements minimaux futurs en vertu des contrats de location-acquisition :

(en milliers de dollars)	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et ultérieurs	Total
Terrains	1 382	1 382	116	-	-	-	2 880
Bâtiments	301 838	233 802	213 833	204 337	201 172	2 085 418	3 240 400
Total	303 220	235 184	213 949	204 337	201 172	2 085 418	3 243 280

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

8. OBLIGATION EN VERTU DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

SPAC a conclu une entente de partenariat public-privé pour la construction et la gestion de l'immeuble de la division E de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC). La construction du bâtiment a été achevée en 2013 et le coût de 294 638 milliers de dollars a été capitalisé pendant cette même année. Le bâtiment a été financé par un partenaire privé (142 797 milliers de dollars) et SPAC (151 841 milliers de dollars). L'obligation liée aux exercices à venir s'établit comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Total des versements minimaux futurs	Intérêts théoriques (10,52%)	2018	2017
Bâtiment	308 202	174 271	133 931	135 989
Total	308 202	174 271	133 931	135 989

Le tableau suivant donne le détail des versements minimaux futurs :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et ultérieurs	Total
Bâtiment	15 624	15 624	15 624	15 624	15 624	230 082	308 202
Total	15 624	15 624	15 624	15 624	15 624	230 082	308 202

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

A. PRESTATIONS DE RETRAITE

Les employés de SPAC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec de manière à ce que les prestations de retraite combinées équivalent à un taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations de retraite sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que SPAC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2018 s'élève à 110 800 milliers de dollars (102 480 milliers de dollars en 2017). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,12 fois en 2017) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,08 fois en 2017) les cotisations des employés.

La responsabilité de SPAC relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

B. INDEMNITÉS DE DÉPART

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés de SPAC étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2018, la quasi-totalité des règlements d'encaisse immédiate étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées, et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

L'obligation a varié comme suit au cours de l'exercice :

(en milliers de dollars)	2018	2017
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	52 739	69 147
Charge	10 452	(12 144)
Prestations versées pendant l'exercice	(5 963)	(4 264)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	57 228	52 739

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. PASSIFS ÉVENTUELS

Les éléments de passif éventuel surviennent dans le cours normal des activités, et leur dénouement est inconnu. SPAC est concerné par des passifs éventuels reliés aux réclamations et aux litiges.

RÉCLAMATIONS ET LITIGES

Des réclamations ont été faites auprès de SPAC dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. SPAC a enregistré une provision pour les réclamations et les litiges pour lesquels un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à 73 919 milliers de dollars (38 859 milliers de dollars en 2017) au 31 mars 2018.

11. DÉBITEURS ET AVANCES

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de SPAC :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Débiteurs - autres ministères et organismes	383 395	359 668
Débiteurs - parties externes	102 486	112 242
Avances	3 734	2 261
	489 615	474 171
Moins : Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(5 815)	(5 485)
Débiteurs et avances bruts	483 800	468 686
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(13 878)	(26 550)
Débiteurs et avances nets	469 922	442 136

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en milliers de dollars)</i>	Coûts				
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture
Immobilisations					
Terrains	245 782	3 818	(1 081)	(4 686)	243 833
Bâtiments	5 495 304	-	203 451	(24 478)	5 674 277
Travaux et infrastructure	1 413 857	-	106 057	(90)	1 519 824
Machines et matériel	23 841	30	-	(681)	23 190
Matériel informatique et logiciels	738 369	24	3 241	(59)	741 575
Véhicules	9 255	351	112	(986)	8 732
Améliorations locatives	954 853	-	22 484	(31 982)	945 355
	8 881 261	4 223	334 264	(62 962)	9 156 786
Actifs en construction					
Bâtiments	1 092 632	585 125	(180 309)	-	1 497 448
Travaux et infrastructure	78 006	24 389	(100 493)	-	1 902
Matériel informatique et logiciels	10 685	20 417	(3 855)	-	27 247
Améliorations locatives	16 235	28 369	(26 514)	-	18 090
	1 197 558	658 300	(311 171)	-	1 544 687
Partenariat public-privé					
Bâtiment	294 657	-	(19)	-	294 638
	294 657	-	(19)	-	294 638
Immobilisations corporelles louées					
Terrains	30 716	1 485	-	-	32 201
Bâtiments	2 582 373	52 449	10 423	(143 174)	2 502 071
Actifs en construction	1 204	353	(1 325)	-	232
	2 614 293	54 287	9 098	(143 174)	2 534 504
Total	12 987 769	716 810	32 172	(206 136)	13 530 615

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

(en milliers de dollars)	Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2018	2017
Immobilisations							
Terrains	-	-	-	-	-	243 833	245 782
Bâtiments	3 548 636	107 178	2 081	(20 779)	3 637 116	2 037 161	1 946 668
Travaux et infrastructure	624 281	52 857	215	(90)	677 263	842 561	789 576
Machines et matériel	10 535	1 222	-	(664)	11 093	12 097	13 306
Matériel informatique et logiciels	370 015	85 966	5	(59)	455 927	285 648	368 354
Véhicules	6 633	617	(11)	(953)	6 286	2 446	2 622
Améliorations locatives	623 972	50 281	(385)	(31 260)	642 608	302 747	330 881
	5 184 072	298 121	1 905	(53 805)	5 430 293	3 726 493	3 697 189
Actifs en construction							
Bâtiments						1 497 448	1 092 632
Travaux et infrastructure						1 902	78 006
Matériel informatique et logiciels						27 247	10 685
Améliorations locatives						18 090	16 235
						1 544 687	1 197 558
Partenariat public-privé							
Bâtiment	36 405	7 223	(3)	-	43 625	251 013	258 252
	36 405	7 223	(3)	-	43 625	251 013	258 252
Immobilisations corporelles louées							
Terrains	-	-	-	-	-	32 201	30 716
Bâtiments	1 096 481	125 198	50	(143 154)	1 078 575	1 423 496	1 485 892
Actifs en construction	-	-	-	-	-	232	1 204
	1 096 481	125 198	50	(143 154)	1 078 575	1 455 929	1 517 812
Total	6 316 958	430 542	1 952	(196 959)	6 552 493	6 978 122	6 670 811

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

13. SITUATION FINANCIÈRE NETTE MINISTÉRIELLE

Une partie de la situation financière nette de SPAC est réservée et affectée à des fins particulières.

Le Compte du produit de l'aliénation des biens saisis a été établi en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, pour enregistrer et affecter à des fins spécifiques le produit net de l'aliénation de biens saisis et confisqués au nom de Sa Majesté ou les amendes perçues ainsi que les fonds reçus de gouvernements étrangers conformément aux accords pour les fins de la Loi. La Loi stipule que les charges suivantes doivent être imputées contre les revenus : les charges de fonctionnement encourues dans l'application de la Loi, les fonds payés pour des réclamations et les remboursements d'avances du ministre des Finances, le prélèvement d'intérêts provenant du Compte de fonds de roulement des biens saisis ainsi que la distribution des produits de l'aliénation aux autorités en cause et au Trésor.

Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle. Voici les opérations portées au compte :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Compte du produit de l'aliénation des biens saisis - fonds réservés, début de l'exercice	34 525	37 510
Revenus	21 385	26 274
Charges	(28 802)	(29 259)
	(7 417)	(2 985)
Compte du produit de l'aliénation des biens saisis - fonds réservés, fin de l'exercice	27 108	34 525
Fonds non réservés	4 375 846	3 959 167
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice	4 402 954	3 993 692

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS

A. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

De par leur nature, les activités de SPAC peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le ministère sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lorsque des biens ou des services seront reçus. Les principales obligations contractuelles (10 millions de dollars ou plus) pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite sont résumées ci-dessous :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et ultérieurs	Total
Immobilisations corporelles	275 210	47 023	44 882	31 997	-	-	399 112
Immobilisations corporelles locations-acquisitions ultérieures	-	3 265	3 265	3 265	3 265	52 240	65 300
Contrats de location-exploitation	300 005	323 732	312 755	261 816	217 724	668 789	2 084 821
Achats	2 637 737	2 513 070	2 185 420	1 920 602	171 165	2 129 696	11 557 690
Achats location-acquisition ultérieurs	-	2 345	2 381	2 417	2 453	44 647	54 243
Total	3 212 952	2 889 435	2 548 703	2 220 097	394 607	2 895 372	14 161 166

B. DROITS CONTRACTUELS

Les activités de SPAC comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des tiers qui donnent lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Il s'agit principalement de la location de biens. Le tableau suivant présente un sommaire des principaux droits contractuels (10 millions de dollars et plus) qui généreront des revenus au cours d'exercices futurs et pour lesquels on peut établir des estimations raisonnables :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et ultérieurs	Total
Location de biens	523	523	523	523	523	8 692	11 307
Total	523	523	523	523	523	8 692	11 307

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En vertu du principe de propriété commune, SPAC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés de la Couronne du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les principaux dirigeants ou leurs proches parents, ainsi que les entités contrôlées en tout ou en contrôle partagé par un membre des principaux dirigeants ou un membre de leurs proches parents.

A. SERVICES COMMUNS FOURNIS GRATUITEMENT PAR D'AUTRES MINISTÈRES

Au cours de l'exercice, SPAC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux services juridiques, cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et de l'indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle de SPAC :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires (excluant les fonds renouvelables) payées par le Conseil du Trésor	73 488	63 298
Services juridiques fournis par Justice Canada	4 884	6 888
Indemnisation des accidentés du travail fournie par Emploi et Développement social Canada	1 861	3 334
Total	80 233	73 520

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité, l'efficacité et l'économie de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général et les services d'infrastructure de technologie de l'information offerts par Services partagés Canada, ne sont pas inclus dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle de SPAC.

B. SERVICES COMMUNS FOURNIS GRATUITEMENT À D'AUTRES MINISTÈRES

En tant que fournisseur de services communs, SPAC fournit des installations à titre gratuit aux autres ministères. Tout au long de l'exercice financier, SPAC a fourni gratuitement à d'autres ministères gouvernementaux des locaux à bureaux et des installations d'une juste valeur totale de 1 432 835 milliers de dollars (1 258 528 milliers de dollars en 2017).

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

C. ADMINISTRATION DE PROGRAMMES POUR LE COMPTE D'AUTRES MINISTÈRES

Le gouvernement du Canada paie volontairement sa juste part des dépenses d'administration locale desquelles il est exempté en versant les sommes nécessaires aux municipalités et aux autres autorités fiscales qui prélèvent des impôts fonciers aux endroits où se trouvent des terrains et des immeubles fédéraux. En vertu de *la Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, qui est inscrite sous les Subventions dans le Budget principal des dépenses, SPAC administre le Programme de paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) au nom d'autres ministères. Au cours de l'exercice, SPAC a émis des paiements totalisant 575 815 milliers de dollars (595 925 milliers de dollars en 2017) au nom d'autres ministères participants. Les paiements ont ensuite été recouvrés auprès des ministères participants et ont été comptabilisés comme subventions législatives dans les Comptes publics du Canada. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers des autres ministères participants et ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers.

D. AUTRES TRANSACTIONS ENTRE APPARENTÉS AVEC D'AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES

SPAC conclut des opérations avec d'autres ministères et organismes dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2018	2017
Débiteurs - autres ministères et organismes	383 395	359 668
Créditeurs - autres ministères et organismes	88 698	46 718
Charges consolidées - autres ministères et organismes	554 137	567 419
Revenus consolidés - autres ministères et organismes	2 669 169	2 781 113

Les charges et les revenus inscrits ci-dessus n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits à la note 15A et 15B.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

E. TRANSFERTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES (AUX) DES AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Au cours de l'exercice, SPAC a transféré un terrain et un bâtiment à l'Agence des services frontaliers du Canada, un terrain à Pêches et Océans Canada, un véhicule à Services partagés Canada et de l'équipement et des éléments de connectivité d'édifices à la Chambre des communes. SPAC a aussi reçu un terrain d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et un véhicule a été reçu de Patrimoine canadien. Au cours de l'exercice précédent, SPAC a transféré des terrains et des bâtiments à Service correctionnel du Canada et à Bibliothèque et Archives Canada. Les transferts ont été comptabilisés à la valeur comptable nette.

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Transferts d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères		
Service correctionnel du Canada	-	(920)
Agence des services frontaliers du Canada	(7 212)	-
Patrimoine canadien	20	-
Pêches et Océans Canada	(36)	-
Chambre des communes	(37)	-
Bibliothèque et Archives Canada	-	(41 657)
Services partagés Canada (valeur comptable nette de 1 dollar)	-	-
Agriculture et Agroalimentaire Canada	5	-
Total des transferts d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères	(7 260)	(42 577)
Transferts d'immobilisations corporelles d'une société d'État		
Commission de la capitale nationale	1 753	-
Total transferts d'immobilisations corporelles d'une société d'État	1 753	
Total des transferts d'immobilisations corporelles (aux) des autres ministères et de sociétés d'État	(5 507)	(42 577)

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

16. INFORMATION SECTORIELLE

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture d'alignement des programmes de SPAC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables.

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par programme, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque secteur pour la période :

	Approvisionnements	Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	Receveur général du Canada	Programmes et services d'intégrité	Administration de la paye et des pensions fédérales	Gestion linguistique et services connexes	Programmes et services spécialisés	Ombudsman de l'approvisionnement	Services internes	Transactions intraministérielles	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>												
CHARGES												
<i>Charges de fonctionnement</i>												
Salaires et avantages sociaux	202 375	425 401	33 594	39 756	237 512	117 886	76 586	3 421	277 581	(189)	1 413 923	1 218 211
Services de réparation et d'entretien	22	1 119 558	364	64	2 146	105	1 544	1	1 354	(8 824)	1 116 334	1 042 737
Services professionnels et spéciaux	71 325	1 186 339	8 205	4 980	68 751	46 125	28 679	416	62 157	(386 750)	1 090 227	1 049 308
Locations	839	1 006 160	127	929	4 222	5 122	25 262	14	18 540	(42 356)	1 018 859	987 322
Amortissement des immobilisations corporelles	6	347 363	939	24	76 191	1 968	3 415	-	638	-	430 544	424 641
Terrains, bâtiments et ouvrages*	-	404 329	-	-	-	-	-	-	-	-	404 329	305 063
Services publics, fournitures et approvisionnements	154 860	78 749	1 991	194	973	110	403	11	1 645	(8 422)	230 514	214 400
Paiements versés en remplacement d'impôts	-	195 726	-	-	-	-	-	-	-	-	195 726	180 361
Intérêts sur les paiements de l'obligation des contrats de location-acquisition	-	122 957	-	-	-	-	-	-	-	-	122 957	132 842
Machinerie et matériel *	290	86 332	155	90	1 649	588	304	5	20 022	(6 184)	103 251	68 110
Transports et communications	3 468	23 743	27 111	801	4 490	1 540	12 116	35	3 223	(532)	75 995	67 964
Intérêts et frais bancaires	2	157	52 804	-	-	2	21	-	20	-	53 006	51 488
Charges - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	-	-	-	-	-	-	28 802	-	-	-	28 802	29 259
Autres dépenses	4 840	97 732	492	1 771	1 104	52 558	5 287	12	449	(144 847)	19 398	16 516
Information	1 265	2 385	1 170	39	1 175	241	11 417	152	2 152	(1 298)	18 698	15 205
Intérêts relatifs aux paiements sur obligation en vertu du partenariat public-privé	-	13 566	-	-	-	-	-	-	-	-	13 566	13 762
Reclassification des actifs en construction	-	(40 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	(40 422)	(71 490)
Transactions intraministérielles	(28 106)	(441 623)	(415)	(7 157)	(1 299)	(46 523)	(11 667)	-	(62 612)	599 402	-	-
TOTAL DES CHARGES CONSOLIDÉES	411 186	4 628 452	126 537	41 491	396 914	179 722	182 169	4 067	325 169	-	6 295 707	5 745 699

* Ces charges sont principalement liées aux immobilisations corporelles qui sont inférieures au seuil de capitalisation de SPAC (note 2M).

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

16. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(en milliers de dollars)

	Approvisionnements	Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	Receveur général du Canada	Programmes et services d'intégrité	Administration de la paye et des pensions fédérales	Gestion linguistique et services connexes	Programmes et services spécialisés	Ombudsman de l'approvisionnement	Services internes	Transactions intraministérielles	2018	2017
REVENUS												
Ventes de biens et de produits d'information	249	1 689 060	-	-	-	-	2 388	-	-	(132 149)	1 559 548	1 489 928
Locations	-	841 118	-	-	-	-	-	-	14	(30 088)	811 044	855 318
Services de nature non réglementaire	252 229	78 314	920	22 759	-	150 123	113 654	-	66 397	(186 640)	497 756	484 207
Services de nature réglementaire	-	9 375	20 159	-	119 045	-	-	-	133	(1 694)	147 018	157 560
Autres revenus	7 655	263 655	325	3 302	26 067	8 128	20 839	-	14 795	(248 831)	95 935	232 565
Revenus - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis (note 13)	-	-	-	-	-	-	21 385	-	-	-	21 385	26 274
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(7 815)	(31 775)	(1 120)	(3 302)	(26 243)	(2)	(22 058)	-	(12 563)	-	(104 878)	(216 077)
Transactions intraministérielles	(28 106)	(441 623)	(415)	(7 157)	(1 299)	(46 523)	(11 667)	-	(62 612)	599 402	-	-
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	224 212	2 408 124	19 869	15 602	117 570	111 726	124 541	-	6 164	-	3 027 808	3 029 775
COÛT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	186 974	2 220 328	106 668	25 889	279 344	67 996	57 628	4 067	319 005	-	3 267 899	2 715 924

Les services de nature non réglementaire comprennent principalement les services spéciaux de gestion des locaux et des biens immobiliers, les services de gestion de projets immobiliers, les services de traduction, les services de transport de marchandises et de matériel et les services d'approvisionnement en voyage.

Les services de nature réglementaire comprennent principalement les activités de recouvrement de coûts liées à l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPPF) et les services de traitement des paiements liés aux fonctions du Receveur général.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes aux états financiers consolidés (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.